Reportage — Monde

En Californie, une « taxe Zucman » fait trembler les milliardaires de la Silicon Valley



Par Théo Quintard avec Laure Andrillon (photographies)

26 octobre 2026 à 15h00

Mis à jour le 27 octobre 2026 à 07h10

Durée de lecture : 8 minutes

Alors que les élections de mi-mandat du 3 novembre approchent, un impôt sur les milliardaires agite la Californie. Cette « taxe Zucman » version U.S. doit permettre de refinancer le système de santé, fragilisé par les coupes budgétaires de Donald Trump.

San Francisco, Berkeley, Hayward (États-Unis), reportage

Dans la baie de San Francisco, le bus de campagne Tax the Ultra-Rich Now (Taxons les ultrariches maintenant) peine à susciter l'intérêt des étudiants de la prestigieuse université de Berkeley. *« Le rêve californien n'existe plus que pour les milliardaires*, affirme Ren Zaro Fitzgerald, 21 ans, l'un des rares étudiants à s'arrêter ce 9 octobre. *Mais il n'est pas totalement mort, on peut le raviver avec cette taxe. »*

C'est la dernière ligne droite pour les défenseurs de cet impôt sur la fortune des ultrariches : dans l'État le plus fortuné du pays, épicentre du boom de l'intelligence artificielle, les Californiens sont appelés à se prononcer sur cette initiative législative lors des élections de mi-mandat (*midterms*) du 3 novembre.

Inscrite en grandes lettres sur le bus, la proposition 40 promet de s'attaquer aux porte-monnaies des milliardaires, jusqu'ici épargnés par des niches fiscales et l'absence d'impôt direct sur le capital accumulé. Cette *« taxe Zucman »* version U.S., portée par l'influent syndicat des travailleurs de la santé (SEIU-UHW), vise à prélever 5 % du patrimoine des ultrariches Californiens. Censée rapporter jusqu'à 100 milliards de dollars (environ 87 milliards d'euros) selon ses partisans, celle-ci doit être allouée à 90 % au système de santé.



Kimi Lee, directrice de Bay Rising Action et militante en faveur de la proposition 40, est venue distribuer des tracts près du bus de campagne affrété par Tax the Ultra-Rich Now, sur le campus de Berkeley, le 8 octobre 2026. *© Laure Andrillon / Reporterre*

Comme un autre État démocrate, le Minnesota, la Californie est victime d'importantes coupes budgétaires dans le domaine de la santé. Malgré la polarisation du débat, ce projet de nouvel impôt recueille 52 % d'opinions favorables, d'après un sondage publié en septembre par le Public Policy Institute of California, un institut de recherche indépendant et non partisan.

« Sens de la citoyenneté » et « éveil culturel »

En difficulté financière, Ren Zaro Fitzgerald se dit, malgré tout, *« fier de payer des impôts et d'aider sa communauté »*, mais l'étudiant exige que chacun y *« contribue équitablement »*. Or, le système fiscal des États-Unis fonctionne comme une *flat tax* géante — un impôt proportionnel qui *« devient même régressif au sommet »*, comme l'ont démontré les économistes français Gabriel Zucman et Emmanuel Saez (*Le Triomphe de l'injustice*, 2019), tous deux enseignants à Berkeley.

Lire aussi : Taxe Zucman : sur les réseaux, une mobilisation pour faire plier les députés

Casquette *« Sam for President »* sur la tête, tel un candidat à la Maison Blanche, Sam Kaplan-Pettus est loin d'être découragé. Le mot facile, il réussit à arrêter et à attiser la curiosité de plusieurs jeunes. Réceptifs, ils ne sont toutefois *« pas tous conscients de l'enjeu démocratique »* du prochain scrutin. *« Nous vivons une sorte d'éveil culturel : le sens de la citoyenneté triomphera*, clame-t-

il, tracts à la main, avec une certitude désarmante. *La plupart des problèmes de la Californie découlent de profondes inégalités de richesse, que nous avons trop longtemps considérées comme normales.* » Et d'ajouter, admiratif du mouvement lycéen en France : *« Si on ne fait rien, rien ne changera. »*

Démocratie vs. ploutocratie

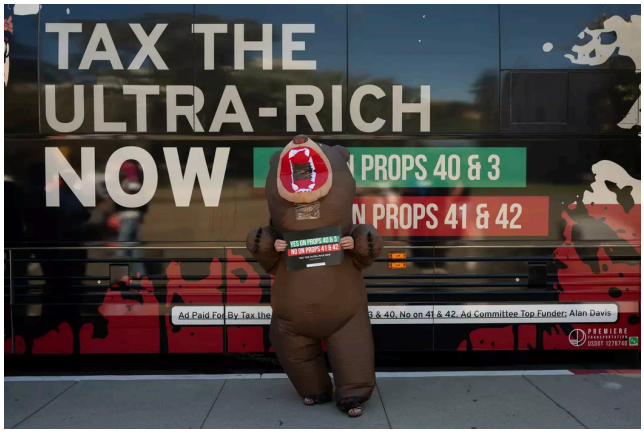
À quelques mètres de là, Igor Volsky serre des mains, discute avec les élus et débat avec les professeurs de passage. En tournée dans toute la Californie pendant une semaine, le directeur de la campagne Tax the Ultra-Rich Now endosse à merveille son rôle de VRP de la taxe antimilliardaire.

Ses mondanités terminées, il adopte une posture bien moins courtoise lorsqu'il vient à parler des Big Tech et de leur influence démesurée. *« Si nous voulons rester une démocratie, nous devons réduire drastiquement leur pouvoir »*, pose-t-il, confortablement installé dans son bus aux boiseries sombres et lustrées. Puis, le ton se durcit : *« Quel pays voulons-nous être ? Une démocratie où chacun a des possibilités et une voix, ou un régime soumis aux caprices de quelque 250 personnes dans cet État ? »*

> **« Voulons-nous un régime soumis aux caprices de quelque 250 personnes ? »**

Depuis les prémices de cette taxe en novembre 2025, les grandes fortunes californiennes ont injecté plus de 300 millions de dollars pour que perdure cette ploutocratie, où le pouvoir est accaparé par les plus riches. Cet argent sert notamment à alimenter de vastes campagnes publicitaires, mais aussi deux propositions concurrentes (41 et 42), qui pourraient rendre la taxe inapplicable même si elle était approuvée par une majorité d'électeurs le 3 novembre.

De Mark Zuckerberg, big boss de Facebook et président de Meta, à Peter Thiel, cofondateur de la société d'analyse de données Palantir, les milliardaires bénéficient de privilèges fiscaux et paient ainsi peu d'impôts, car leur fortune, essentiellement constituée d'actions, peut fructifier sans être imposée tant que ces titres ne sont pas vendus.



Une militante revêt un costume de grizzly, emblème de la Californie, et se tient devant le bus de campagne en faveur de la proposition 40. © *Laure Andrillon / Reporterre*

Plein aux as, le cofondateur de Google, Sergey Brin, a ainsi fait don de 102 millions de dollars au comité politique Building a Better California, farouchement opposé à cette taxe. En cas de revers, il devra s'acquitter de la rondelette somme de 13 milliards de dollars, sur une fortune estimée à 266,3 milliards de dollars par *Forbes*, le très réputé magazine économique et financier. *« Cette taxe, c'est comme une erreur d'arrondi dans sa fortune totale »*, fustige Igor Volsky.



À g., Igor Volsky, directeur de la campagne Tax the Ultra-Rich Now. À d., l'économiste Emmanuel Saez dans une salle de classe du département d'économie de l'université de Berkeley, en Californie, le 8 octobre 2026. *© Laure Andrillon / Reporterre*

Campagne de désinformation massive

Face à la toute-puissance des milliardaires, des habitants révoltés et excédés tentent de s'organiser autrement. Pas de puissants comités politiques ni de campagnes publicitaires, mais du contact humain, une grande force de persuasion, quelques tracts, et rien d'autre.

Lire aussi : Taxer les riches pour réduire le déficit : le projet écologiste en débat

À Hayward, une ville populaire de la banlieue d'Oakland, Aidan se livre à une intense séance de porte-à-porte. Le rythme est sportif, les échanges sincères et courtois. *« Si vous ouvrez votre boîte aux lettres, vous recevez presque tous les jours un tract appelant à voter "non" »*, regrette le militant de 24 ans, une pile de prospectus à la main. À ses côtés, Dori Goldberg, 30 ans, lâche : *« Nous ne gagnerons que si nous parvenons vraiment à mobiliser la force du peuple. »* Il se dit déçu de voir le gouverneur démocrate Gavin Newsom s'opposer à la proposition 40, *« par crainte de s'aliéner la classe des milliardaires »*.

« Nous faisons vraiment de notre mieux pour contrer cette campagne de désinformation », reprend Aidan. Parmi les arguments relayés par les opposants figure la crainte d'un élargissement de la taxe à tous les ménages, alors que le texte soumis au vote cible exclusivement les patrimoines supérieurs à 1 milliard de dollars. Ils agitent également le spectre d'un exode des milliardaires et d'une fragilisation des recettes fiscales de Californie, des risques dont l'ampleur fait débat parmi les économistes.

> **« Ce qui se passe ici sera scruté de près à Washington, dans les autres États d'Amérique et en Europe »**

Ce jour-là, la soixantaine de personnes mobilisées est venue alerter sur l'état critique du système de santé étasunien. Avec la mise en œuvre progressive du plan de dépenses fédéral HR1, 3,4 millions de Californiens risqueraient de perdre leur couverture de santé dès l'année prochaine, selon le SEIU-UHW, l'un des principaux syndicats de soignants de Californie. *« Des gens vont mourir »*, se désole Doug Jones, 63 ans, employé du secteur hospitalier et membre de ce syndicat. La situation le révolte au point de le rendre presque malade : *« C'est un combat que nous mènerons apparemment pour le reste de nos jours, car les milliardaires ont décidé qu'ils voulaient tout rafler »*, dit-il, en frappant son poing contre la paume de son autre main.

Un potentiel « tournant historique »

Self-made-man français parmi les économistes étasuniens, Emmanuel Saez, 53 ans, entrevoit un potentiel *« tournant historique »* en cas de victoire de la proposition 40. *« Ce qui se passe ici est très important et sera scruté de près à Washington, dans les autres États d'Amérique et en Europe »*, souligne-t-il depuis son bureau de Berkeley, sur les hauteurs de la baie de San Francisco.

Partisan d'un impôt national sur la fortune aux États-Unis, il rappelle que l'évasion fiscale des grands groupes et des milliardaires est avant tout *« un choix politique »*. *« C'est une source de recettes fiscales qu'il faut exploiter, à la fois pour des raisons de justice sociale et pour répondre aux besoins de la société, que ce soit pour la santé, l'éducation, les infrastructures ou l'adaptation au changement climatique. »*



Un militant en faveur de la proposition 40, avant un porte-à-porte électoral à Hayward, en Californie, le 10 octobre 2026. *© Laure Andrillon / Reporterre*

Avec son collègue Gabriel Zucman, davantage *media friendly*, ils ont notamment conseillé les candidats démocrates Bernie Sanders et Elizabeth Warren, lors de la campagne pour l'élection présidentielle de 2020, avant de participer à l'élaboration de cette proposition 40.

Une marche pro-milliardaires organisée en février

« Entre 1982 et 2026 », rappellent les deux économistes dans une étude publiée en mai pour le bureau national de recherche économique (NBER), *« la richesse réelle de la classe des milliardaires de Californie (0,001 % des ménages les plus riches) a été multipliée par 25 [...] alors que le revenu moyen des ménages en Californie a simplement doublé »*.

En février, douze militants pro-milliardaires ont pourtant organisé une marche à San Francisco pour défendre le rôle philanthropique des barons de la Silicon Valley. *« Il ne faut pas juger les milliardaires comme une catégorie, mais selon leurs mérites individuels »*, déclarait très sérieusement son organisateur Derik Kauffman, un jeune startupeur de 26 ans.

Monde